



Nous, élu.es au Comité Technique de la DDCT, décidons
le *BOYCOTT*
de l'instance prévue, aujourd'hui 14 décembre 2020.
***STOP* au mépris de notre direction envers les agent.es !**

La loi, les règles ? A la DDCT... connaît pas !!!

En 2020, la DDCT a décidé de s'affranchir des règles. Rien de bien nouveau nous direz-vous chères collègues, vous qui le constatez au quotidien dans vos services. Allant du nettoyage des vêtements de travail des ALG qui doit être pris en charge par l'employeur mais ne l'est pas, aux congés posés qui devaient être annulés pendant le confinement du printemps pour les agent.es en ASA conformément à ce qui avait été acté en Comité Technique Central.

Oui, la DDCT a tendance à se penser au-dessus de tout ! Pour preuve, elle ne respecte même pas la loi qui impose que 2 Comités Techniques soient convoqués chaque année.

Son respect des agent.es est à la hauteur de son respect pour leur élu.es, I.N.E.X.I.S.T.A.N.T.

D'ailleurs, même lorsqu'un des élus du CT Central rappelle à la DDCT son obligation de retirer les congés des agent.es posés pendant le confinement du printemps, sa seule réponse est NON. Et même lorsque cet élu lui rappelle l'engagement pris par la Ville au plus haut niveau des instances représentatives du personnel pour permettre cela. Elle persiste et signe, c'est NON. La DDCT se voudrait donc plus royaliste que la Reine ? Une refonte de l'organigramme de la Ville s'impose : c'est maintenant la DDCT qui en fait la politique RH !

En outre, une réforme s'engage à vive allure sur la Territorialisation des Politiques Municipales Parisiennes qui va impacter fortement notre direction, mais pour laquelle nous ne serons même pas consultés car tout va se traiter en Central.

Nouvelle mandature, nouvelle conception de l'exercice de l'exécutif parisien !!!

La NBI pour ALG, c'est toujours en attente...

Depuis février 2019, cette question est portée à chaque CT sans réponse favorable de l'administration. Nous avons également remis à la DDCT une pétition signée à la quasi-totalité des Agent.es de Logistique Générale à cette époque. Malgré tout, cela fait 2 ans que la DDCT les mène en bateau (Fluctuat nec ...). Alors même que ces agent.es sont les moins bien rémunéré.es de notre direction et qu'elles-ils sont nombreux.ses à partir à la retraite avec moins de 1000€ par mois pour vivre (Mergitur pour les retraités !), la Ville refuse de leur attribuer cette prime qui pourrait mettre un petit peu de beurre dans les épinards au moment de partir à la retraite.

Cette NBI devrait pourtant leur être attribué tant leurs missions relèvent de l'accueil ou de niveau de technicité spécifique important. En effet, elles-ils accueillent les usagers dans les mairies d'arrondissement, lors des mariages, des pots (pour lesquels elles-ils assurent le service), les associations lors des événements (et chacun.e sait qu'ils sont nombreux hors temps de pandémie), mais aussi les prestataires extérieurs dont elles-ils sont souvent les interlocuteurs privilégiés que se soient pour l'organisation technique d'événements ou pour les accompagner lors de visites techniques, les collègues qui interviennent sur les bâtiments, les livreur.euses et également ce sont elles et eux qui sont au poste d'accueil devant les bureaux des Maires et des Elu.es. Alors comment la DDCT peut-elle prétendre que ces agent.es ne font pas principalement de l'accueil alors qu'elle leur propose (impose) même la « formation à l'accueil de public difficile » ??!?!

En outre, ces dernières années, la DDCT leur a demandé de se former à des matériels audio, sono, visio requérant une haute technicité dans le cadre d'une montée en compétence pour offrir des prestations de plus en plus performantes aux parisiennes lors des événements dans les arrondissements ... Celle-ci n'a jamais été reconnue par la DDCT !

Il est donc plus que temps de cesser de tergiverser pour donner à tout.es les ALG de la DDCT la NBI à laquelle chacun.e a le droit au vu des diverses fonctions quelles-ils exercent. Ce n'est pas le tout de prétendre œuvrer pour combattre les injustices sociales que subissent les parisiennes alors que quand il en a le pouvoir, l'exécutif parisien laisse ses agent.es partir à la retraite avec une somme si misérable. Ce sont pourtant ces agent.es qui servent sans relâche la Ville et ses habitant.es, jusque tard dans la nuit parfois, lors de soirée bals, conférences, spectacles en tout genre ... le week-end et les jours fériés souvent, lors des commémorations, élections, forum des associations... dans des salles ou en extérieur. C'est donc ainsi que l'exécutif entend commencer sa nouvelle mandature ?!

Sachez enfin que suite à la fusion des mairies 1,2,3,4, pour la mairie de Paris Centre, 48 postes ont été sacrifiés et rendus à la DRH. Un redéploiement n'a même pas été envisagé alors que la plupart de nos services souffrent d'un sous-effectif chronique. Décidément, on marche sur la tête à la DDCT !

Pour toutes ces raisons, et tant que la direction ne considérera pas plus sérieusement les revendications des agent.es, nous ne voyons pas l'intérêt de prendre part à un pseudo dialogue social !

Prenez contact avec nous pour faire progresser et respecter vos conditions de travail !

odile.bonvarlet@paris.fr; catherine.albert@paris.fr; catherine.valadier@paris.fr;
fabienne.debargeengo@paris.fr ; julien.zambelli@paris.fr